

*Hydrocarbures—Loi*

plus ambigu et dire que les soumissions devront satisfaire à un certain nombre de critères et de conditions. D'une façon ou d'une autre, le gouvernement est imprécis.

● (1540)

Je voudrais dire un mot des bénéfiques que les Canadiens tirent des découvertes faites grâce à la prospection. Avant l'avènement du Programme énergétique national, les Canadiens payaient 90 p. 100 environ des dépenses d'exploration. La chose est devenue encore plus manifeste dans le cadre du Programme d'encouragement pétrolier qui payait d'avance, de façon que les gens puissent avoir les chiffres sous les yeux. La décision du gouvernement de renoncer à une formule transparente pour adopter une formule occulte qui dissimule les subventions en dépenses fiscales est sûrement condamnable à une époque où les Canadiens contestent de plus en plus le régime fiscal. En outre, nous allons faire perdre aux Canadiens la possibilité de profiter de la part de la Couronne, cette part de 25 p. 100 que prévoyait le Programme énergétique national. Les autochtones vivant au nord du 60<sup>e</sup> parallèle avaient ainsi la possibilité d'en bénéficier sous la forme de programmes du gouvernement, et le reste.

Le projet de loi C-92 comporte d'autres lacunes qui, d'autres députés l'ont dit, sont fondamentales. Cependant, dans l'ensemble, elles ne présentent pas un risque aussi considérable que la sécurité des approvisionnements dont j'ai surtout parlé au cours de mon exposé cet après-midi.

**M. McDermid:** Monsieur le Président, le député a parlé de tout et de rien. Il n'a pas osé déclarer tout net, comme je voudrais qu'il le fasse, que si les travaux de forage et de prospection sont à la baisse à l'heure actuelle, c'est à cause des politiques énergétiques du gouvernement. Il sait que ce n'est pas vrai; il sait que c'est à cause du bas prix du pétrole à l'heure actuelle. Il sait également que le pétrole canadien coûte très cher. La seule solution que le NPD ait su proposer est l'établissement d'un prix plancher; autrement dit, il voudrait que les consommateurs canadiens paient l'essence un prix plus élevé que celui auquel nous l'exportons, quitte ensuite à importer du pétrole moins cher. Je ne pense pas que les consommateurs canadiens accepteraient d'acheter leurs propres ressources plus cher qu'on ne les vend à l'étranger. L'étape suivante serait de proposer la suppression des exportations. Que ferions-nous alors des 600,000 barils de pétrole lourd que nous exportons et que les États-Unis utilisent pour améliorer leur réseau routier? Sans doute que les Canadiens de l'Ouest seraient ravis d'entendre le député recommander notre pétrole et notre gaz aux États-Unis de vendre non pas au prix du marché, mais au prix que les Canadiens doivent payer. À ce moment-là, plus personne n'en achèterait.

Les arguments du NPD sont comme une passoire. Si le député avait fait preuve d'honnêteté, il aurait reconnu que si le secteur éprouve des difficultés c'est à cause de la chute du prix du pétrole dans le monde à l'heure actuelle.

**M. Epp (Thunder Bay—Nipigon):** Monsieur le Président, je suis très heureux que le secrétaire parlementaire fasse valoir ces arguments. Ils permettent de saisir toute l'hypocrisie du programme gouvernemental et mettent ses lacunes au jour. Peu importe quelles critiques il formule contre mes arguments, ceux-ci n'intéressent pas particulièrement les Canadiens cet

après-midi. Cependant, les Canadiens se préoccupent du programme gouvernemental et de ses possibilités de succès. Même si je l'ai dit, je ne pensais pas qu'il serait nécessaire de souligner que la situation est lamentable actuellement à cause des faibles prix du pétrole. C'est l'échec du cartel qui nous a plongés dans cette nouvelle crise.

Le gouvernement était convaincu de pouvoir laisser ses amis des sociétés pétrolières gagner des milliards de dollars grâce à l'OPEP. Le gouvernement s'est retiré du secteur pour leur laisser la place. Comme je l'ai déjà dit, il supposait depuis le début que les prix resteraient élevés et que l'exploration se poursuivrait. On parlait de s'en remettre aux forces du marché, tout en laissant l'industrie profiter de l'intervention globale la plus massive jamais vue sur ce marché.

J'aimerais que le secrétaire parlementaire reconnaisse que l'OPEP a créé cette situation artificielle pour profiter d'énormes avantages économiques. Les sociétés pétrolières désiraient tout avoir pour elles-mêmes, sans partager avec le gouvernement. Maintenant que l'OPEP connaît des difficultés, que les prix baissent, que des puits sont laissés inactifs et qu'à Calgary, on congédie des avocats, mesure extrême qui exprime tout le tragique de la situation dans l'Ouest, le gouvernement, peut-être à son crédit, reste inflexible sur le principe. Il continue à parler marché tandis que nous nous rapprochons de plus en plus du point où prévaudront les forces du marché. Nous, du Nouveau parti démocratique, ne vouons pas un culte aux forces du marché. Nous croyons que la société mérite d'être guidée par les esprits les meilleurs au sein du gouvernement, et nous ne dépendons pas uniquement du marché. Nous examinons ce qui pourrait se faire pour maintenir l'industrie et assurer la sécurité des approvisionnements pour l'avenir. Au lieu de s'en prendre à moi sur ce point, le secrétaire parlementaire pourrait chercher sérieusement à découvrir comment le programme de son gouvernement va y réussir.

**M. McDermid:** Monsieur le Président, j'aimerais que le député nous dise clairement quelle est leur politique. Je n'ai pas entendu les néo-démocrates dire ce qu'ils feraient. Il dit que les forces du marché ne fonctionnent pas. Les consommateurs canadiens bénéficient beaucoup du marché à l'heure actuelle. Le marché fonctionne. Il y a eu en 1985 plus de prospection que jamais au Canada. Il y a eu plus d'activité que jamais dans le secteur énergétique grâce aux programmes du gouvernement. Les prix étaient stables. Tout au long de 1985, le prix du baril de pétrole a été stable. Il n'y a pas eu de forte augmentation ni de forte baisse durant toute l'année 1985 jusqu'à la fin. Je dirai ceci au député: il y a un an et demi nous prédisions tous des prix plus bas, y compris la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M<sup>lle</sup> Carney) qui a déclaré, avant la conclusion de l'Accord de l'Ouest, que les prix pétroliers étaient à la baisse.

Les néo-démocrates aiment à faire croire que les conservateurs sont les amis des pétrolières. Je demanderais au député pourquoi les sociétés canadiennes nous ont demandé de les laisser tranquilles. Pourquoi nous ont-elles demandé d'annuler le Programme énergétique national? Il croit que cinq ou six d'entre elles seulement l'ont demandé. Je puis lui dire que ce